

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MAI 1919.

Projet de loi relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Il n'est que trop évident que la guerre actuelle, par sa durée, le nombre, l'importance et la diversité des États qui y ont pris part, ainsi que la façon dont elle a été menée, a complètement bouleversé les conditions de la vie.

Avant la guerre, les progrès de l'industrie et du commerce avaient amené la conclusion de contrats, de plus en plus nombreux, obligeant les parties, ou l'une d'elles, soit à des prestations périodiques, s'échelonnant souvent sur plusieurs années, soit à des prestations simplement différées. Pareils contrats étaient même devenus des éléments nécessaires à la bonne exploitation de la plupart des entreprises. Ils étaient et restèrent l'un des facteurs les plus puissants de l'activité économique.

Les restrictions de toute nature déterminées par la guerre, la hausse démesurée des prix qui en est résultée, ont entraîné un accroissement considérable des charges dérivant de contrats semblables, conclus avant la guerre, et qui, quand celle-ci fut déclarée, n'avaient pas été entièrement exécutés. Dans certains cas, il est devenu, pour un certain temps tout au moins, complètement impossible d'effectuer les prestations dues; le plus souvent, ces prestations n'auraient pu et ne pourraient être exécutées que dans des conditions telles que cette exécution risquerait de consommer la ruine complète des débiteurs.

Cette situation, par sa fréquence et sa gravité, peut causer des troubles profonds et compromettre la restauration nationale. Il faut donc y porter remède. Sans doute, on peut concevoir que les tribunaux trouvent dans le droit commun, largement interprété, les moyens d'obvier à certaines de ces difficultés. Mais il est à craindre qu'ils n'hésitent à adopter des solutions encore sujettes à controverse et surtout qu'ils n'aient point, à cet égard, une

jurisprudence unique, particulièrement désirable cependant dans une matière où l'opinion publique supporterait mal une inégalité de traitement. D'ailleurs, la détermination des éléments de fait à considérer dans chaque cas particulier relevant du pouvoir souverain d'appréciation du juge du fond, la Cour de cassation n'aurait pas l'occasion d'exercer son contrôle sur les décisions rendues et d'assurer l'unité de la jurisprudence.

Enfin, le droit commun ne permet pas au juge de tenir compte de certains éléments d'équité, comme la nature du contrat et l'exécution partielle qui lui a été donnée pendant la guerre, au prix parfois de sérieux sacrifices.

Il semble donc qu'il convienne d'intervenir par voie législative, à l'exemple de plusieurs des principaux pays belligérants, pour donner au juge certaines directions et étendre en même temps les pouvoirs qu'il tient du droit commun.

Tel est l'objet des propositions que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature.

Le projet de loi fait application des principes suivants :

1° Il n'est applicable qu'aux contrats commerciaux conclus avant le 1^{er} août 1914, et obligeant à des prestations successives ou simplement différées (article 1^{er}, 1^{er} alinéa).

Le caractère commercial de l'acte ne doit exister que dans le chef d'une des parties, ce qui, pratiquement, fera tomber sous l'application des dispositions proposées la généralité des conventions qu'il y a lieu d'atteindre.

En ce qui concerne la date, le Gouvernement estime que si, en contractant dans les premiers mois de la guerre, les parties n'ont peut-être pas prévu l'étendue de la répercussion ultérieure des événements sur la vie économique, il n'en est pas moins vrai que la gravité et la violence de la lutte engagée permettaient alors cette prévision. On n'est donc pas en droit d'assimiler les conventions conclues pendant la guerre à celles qui le furent auparavant. Mais ces raisons sont sans application au cas où les parties, par une convention nouvelle souscrite au cours de la guerre, auraient modifié les stipulations d'un engagement contracté antérieurement à l'ouverture des hostilités. Aussi le projet n'exclut-il point, dans ce cas, la possibilité de faire prononcer la résolution (article 2).

2° Le projet reconnaît au juge le pouvoir de prononcer la résolution de la convention, soit purement et simplement, soit à certaines conditions déterminées, en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu y être donnée, et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties (article 1^{er}, 2^e alinéa). La résolution d'une convention opère, en effet, en principe, avec effet rétroactif. Elle supprime le lien juridique. Quand la convention résolue n'avait reçu aucune exécution, cette conséquence peut ne pas avoir d'inconvénient. Elle entraîne au contraire de graves difficultés quand cette convention a reçu une exécution partielle. D'autre part, il est possible que le détenteur ait, pendant la guerre, exécuté, en faisant des pertes élevées, une partie des prestations dues par lui. Ces

situations sont parmi celles que nous avons eues en vue en proposant de permettre au juge de ne résoudre le contrat qu'à certaines conditions.

3° Nous avons cru devoir nous écarter des législations étrangères en ne confiant pas au juge le pouvoir de reviser les conditions des contrats, ni d'en proroger les effets.

La revision des conditions répugne à la nature même des conventions, qui reposent essentiellement sur la volonté des parties. Une décision d'autorité venant ici se substituer à cette volonté, risquerait dans bien des cas d'aller à l'encontre de l'intention commune et de nuire par là à tous les intérêts en cause.

Autoriser le juge à proroger les effets du contrat, paraît dangereux. Cette prorogation supposerait le rétablissement actuel ou très prochain d'une vie économique à peu près identique à celle d'avant la guerre. Cette hypothèse est trop incertaine pour que le législateur ou le juge puisse y trouver une base d'appréciation.

Les dispositions qui règlent l'exécution des principes que nous venons d'énoncer n'appellent aucune explication particulière (articles 3, 6 et 7).

4° A l'exemple des lois étrangères, il nous a paru utile de permettre aux Belges et aux ressortissants des pays alliés, associés ou neutres, de demander la résolution des conventions quelconques conclues avec les ressortissants des pays ennemis. C'est la conséquence rigoureusement logique des responsabilités qui sont à charge des États ennemis (article 4).

5° Afin d'éviter la persistance d'une situation troublée qui nuirait gravement à la reprise de la vie économique, en paralysant les efforts des industriels et des commerçants, il convient de disposer que toute demande de résolution fondée sur la loi projetée devra, à peine de non-recevabilité, être formée dans les six mois de la publication de la loi (article 5).

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment des causes de résolution prévues par la loi, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résolution des contrats ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef d'une des parties, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats, au temps convenu, entraîneraient pour les parties ou pour l'une d'elles, des

WETSONTWERP

betreffende de ontbinding van bepaalde vóór den oorlog afgesloten contracten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL ÉÉN.

Afgezien van de ontbindingsoorzaken voorzien bij de wet, mag de rechter, op eisch van eene van de partijen, de ontbinding uitspreken van contracten van commerciëlen aard, al ware zulks maar het geval voor een der partijen, contracten welke werden afgesloten vóór den 1^{er} Augustus 1914 en welke verplichten tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde verstrekkingen, bijaldien er wordt vastgesteld dat de uitvoering van deze contracten op den bepaalden tijd, wegens de oorlog,

charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Cette résolution est prononcée, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties.

ART. 2.

La demande de résolution ne peut être écartée par le seul motif qu'entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la présente loi, les parties auraient, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles.

ART. 3.

Aucune demande de résolution, fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant le tribunal compétent qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en résolution.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le juge de paix ou, si le tribunal compétent est le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce, le président de ce tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

lasten voor de of voor eene van de partijen zou medebrengen, welke normaal niet konden worden voorzien, toen het contract werd afgesloten. Deze ontbinding wordt, hetzij zuiver en eenvoudig, uitgesproken, hetzij op voorwaarden welke de rechter bepaalt, rekening houdende met den aard van het contract, met deszelfs mogelijk gedane uitvoering en met de gevolgen van deze uitvoering voor elke partij.

ART. 2.

De eisch tot ontbinding mag niet worden afgewezen, om de enkele reden dat tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en de afkondiging van onderhavige wet, de partijen, bij eene overeenkomst, de modaliteiten der door hen of door een hunner aanvankelijk afgesloten verbintenissen zouden hebben gewijzigd.

ART. 3.

Geen eisch tot ontbinding, gegrond op voorgaande schikking, wordt ontvangen vóór de bevoegde rechtbank dan na eene poging tot vergelijk, uitgaande van den persoon die de ontbinding aanvraagt.

De eischer dient te dien einde een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet: na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen de acht dagen volgende op de indiening ervan, roept de vrederechter of, indien de rechtbank van eersten aanleg of de handelsrechtbank de bevoegde rechtbank is, de voorzitter dezer rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, bij eene waarschuwing op ongezegeld papier, verzonden onder ter poste aangeteekenden

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou, en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice, pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4.

La résolution des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis peut être demandée par tous les Belges et nationaux des pays alliés, associés ou neutres.

La résolution peut être prononcée soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature

omslag, minstens vijftien dagen op voorhand.

De verschijning der partijen mag door de rechter niet later dan één maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

De partijen verschijnen persoonlijk vóór dezen magistraat, of zoo zij om billijke reden belet zijn, door eenen gevolmachtigde; zij mogen door een advokaat worden bijgestaan.

Er wordt een proces-verbaal van de uitslagen dezer poging opge maakt. Zoo het tot een vergelijk komt, geeft het proces-verbaal slechts op verzoek van een der partijen melding van de voorwaarden van dit vergelijk; in dit geval wordt de uitgifte van het proces-verbaal bekleed met het voorschrift van uitvoerbaarheid.

Het verzoekschrift voorzien bij bovenstaand alinea 2 brengt de uitwerkselen voor van de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gemis aan vergelijk, gegeven zij binnen de maand volgende op den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid van de onderlinge bevrediging der partijen constateert.

ART. 4.

De ontbinding der overeenkomsten afgesloten met onderhoorigen uit vijandelijke landen mag worden aangevraagd door al de Belgen en burgers uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen.

De ontbinding mag hetzij louter en eenvoudig uitgesproken worden hetzij op voorwaarden te bepalen door den rechter, waarbij deze re-

du contrat et de l'exécution qui a pu en être faite.

ART. 5.

Toute demande fondée sur la présente loi n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de celle-ci.

ART. 6.

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 7.

Si une convention visée par l'article 1 ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1919.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

kening houdt met den aard van het contract en met deszelfs gebeurlijk gedane uitvoering.

ART. 5.

Alle eisch gegrond op onderhavige wet is slechts dan ontvankelijk wanneer hij ingediend is binnen de zes maand, volgende op dezer afkondiging.

ART. 6.

Wanneer een op onderhavige wet gegronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg wordt gebracht, dan wordt hij onderzocht en beoordeeld als bij zaken van korte behandeling.

ART. 7.

Zoo eene bij bovenstaand artikel 1 bedoelde overeenkomst de aanleiding is geweest van een rechterlijk eindvonnis, waarbij verwezen wordt tot de uitvoering van zekere verstrekkingen, zijn de beschikkingen van onderhavige wet slechts op de nog niet gedane verstrekkingen toepasselijk.

Gegeven te Brussel, den 24^e April 1919.

Van 's Konings wege,

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MEI 1919.

Wetsontwerp

betreffende de ontbinding van bepaalde, vóór den oorlog afgesloten contracten.

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

De huidige oorlog heeft maar al te klaarblijkend en door zijn duur, en door het aantal, de gewichtigheid en de verscheidenheid der Staten welke eraan deelnamen, en door de wijze waarop hij werd gevoerd, eenen volslagen omkeer in de levensvoorwaarden teweeggebracht.

Met den vooruitgang van nijverheid en handel, werden er voor den oorlog hoe langer hoe meer contracten afgesloten welke de partijen of een harer hetzij tot achtereenvolgende en over verscheidene jaren gaande, hetzij tot eenvoudig uitgestelde verstrekkingen verplichtten. Zulkdanige contracten waren zelfs voor de degelijke uitbating van de meeste ondernemingen onmisbaar geworden. Zij waren en bleven eene der machtigste factoren van de economische bedrijvigheid.

De allerhande beperkingen waartoe de oorlog aanleiding gaf, de daaruit gevolgde buitensporige prijzenstijging, vermeerderden aanmerkelijk de lasten van dergelijke vóór den oorlog afgesloten contracten, welke, toen de oorlog werd verklaard, nog niet ten volle waren uitgevoerd. In zekere gevallen zijn, althans voor een ruimen tijd, de verschuldigde verstrekkingen volkomen onmogelijk geworden; meestal zou men die verstrekkingen niet hebben kunnen of kunnen uitvoeren dan op gevaar af den volslagen ondergang der schuldenaars te voltrekken.

Menigvoudig en zwaarwichtig als hij is, kan deze toestand diepe verstoringen verwekken en 's lands herstel in gevaar brengen. Weshalve er daaraan dient verholpen te worden. Weliswaar kan men inzien dat de rechtbanken, bij eene ruime uitlegging van het gemeen recht, de middelen vinden om zekere dier bezwaren te keer te gaan. Maar er valt te vreezen voor aarzeling bij deze om oplossingen te aanvaarden, waarbij verschil van denkwijze nog kan oprijzen, alsook voor gemis bij dezelfde aan eene eenige

rechtspraak dienomtrent, welke nochtans inzonderheid wenschelijk is in zaken waarbij de openbare meening eene ongelijke behandeling slecht zou dulden; doordien meteen de vaststelling van de in elk bijzonder geval in overweging te nemen bestanddeelen van feite tot de opperste macht van beoordeeling behoort van den rechter die over den grond rechtspreekt, zou het Verbrekingshof geene gelegenheid vinden om de gevallen beslissingen na te zien en de eenheid van rechtsspraak te verzekeren.

Het gemeen recht laat, ten slotte, den rechter niet toe rekening te houden met zekere billijke bestanddeelen, zooals met den aard van het contract en met de gedeeltelijke uitvoering welke soms ten koste van zware offers daaraan tijdens den oorlog werd gegeven.

Het komt derhalve als betamelijk voor van wetgevingswege in te grijpen, naar het voorbeeld van verscheidene der bijzonderste oorlogvoerende landen, om den rechter eene bepaalde gedragslijn voor te leggen en meteen de macht uit te breiden, welk hem op grond van het gemeen recht toekomt.

Zulks word beoogd bij de voorstellen welke wij de eer hebben bij de Wetgeving in te dienen.

Het wetsontwerp past navolgende beginselen toe :

1° Het is alleen toepasselijk op de vóór 1 Augustus 1914 afgesloten handelscontracten, welke tot achtereenvolgende of tot eenvoudig uitgestelde verstrekkingen nopen (art. één, 1^{ste} alinea).

De commercieele aard van de akte moet enkel bij een der partijen merkbaar zijn, wat, practischer wijze, de meeste der te treffen overeenkomsten onder toepassing van de voorgestelde beschikkingen brengen zal.

Voor wat betreft den datum, is de Regeering van meening dat zoo de partijen, bij het sluiten van contracten in de eerste oorlogsmaanden, de uitgebreidheid van den naderen weerslag der gebeurtenissen op het economisch bedrijf niet hebben voorzien, het niettemin vast staat dat de gewichtigheid en het geweld van den aangebonden strijd toen dergelijken weerslag lieten vermoeden. Te recht mogen de tijdens den oorlog afgesloten overeenkomsten niet op gelijken voet worden gesteld met die, welke voor den oorlog werden getroffen. Echter zijn deze redenen niet toepasselijk, bijaldien der partijen, bij eene in den loop van den oorlog onderschreven nieuwe overeenkomst, de bepalingen van eene vóór de opening der vijandelijkheden aangegane verbintenis zouden hebben gewijzigd. De mogelijkheid om de ontbinding te doen uitspreken is, in dit geval, in het wetsontwerp niet uitgesloten (art. 2).

2° Het ontwerp erkent aan den rechter de macht om, hetzij louter en eenvoudig, hetzij op bepaalde voorwaarden, de ontbinding uit te spreken, daarbij rekening houdende met den aard van het contract, de gebeurlijke uitvoering ervan, en de gevolgen dier uitvoering voor elkeen der partijen (art. één, 2^{de} alinea). De ontbinding van eene overeenkomst, trouwens, geschiedt in beginsel met terugwerkende kracht. Zij vernietigt den rechterlijken band. Voor eene ontbonden overeenkomst, welke geene uitvoering

had ontvangen, kan dit gevolg geene hindernis verwekken. Zij brengt daarentegen ernstige bezwaren met zich, zoo deze overeenkomst reeds deels werd uitgevoerd. Anderzijds, is het mogelijk dat de schuldenaar, tijdens den oorlog, een deel der door hem verschuldigde verstrekkingen ten koste van zware offers heeft gedaan. Deze toestanden behooren tot die, welke wij in beschouwing hebben genomen, bij ons voorstel den rechter slechts het ontbinden van het contract op bepaalde voorwaarden toe te laten.

3^o Wij hebben gemeend van vreemde wetgeving te moeten afwijken met den rechter tot de herziening van de voorwaarden der contracten noch tot de verlenging van de uitwerkselen ervan te machtigen.

De herziening van de voorwaarden is strijdig met den aard zelf van de overeenkomsten, welke hoofdzakelijk op den wil der partijen gegrond zijn. Eene beslissing van overheidswege in de plaats van dezen wil, zou in menig geval het gemeenschappelijk inzicht kunnen tegenwerken en zodoende aan al de betrokkene belangen schaden.

Aan den rechter toelaten dat hij de uitwerkselen van het contract verlengde, komt even gevaarlijk voor. Deze verlenging zou de huidige of zeer nakende herstelling laten onderstellen van een met dat van vóór den oorlog nagenoeg geheel overeenkomend economisch leven. Welnu de onderstelling is al te onzeker opdat de wetgever of de rechter daarin grond voor beoordeeling kunne vinden.

De beschikkingen welke regeling houden van de uitvoering der daareven door ons opgesomde beginselen, vergen geene bijzondere toelichting (art. 3, 6 en 7).

4^o Naar het voorbeeld der vreemde wetten kwam het ons gepast voor aan de Belgen en aan de onderhoorigen uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen toe te laten de ontbinding van hoegenaamd welke met onderhoorigen uit vijandelijke landen afgesloten overeenkomsten aan te vragen. Dit is het stipt logisch gevolg van de op de vijandelijke Staten wegende aansprakelijkheid (art. 4).

5^o Ten einde te vermijden dat eene onzekere toestand blijve voortbestaan, ten nadeele van de herneming van het economisch leven, dewijl hij de pogingen van nijveraars en handelaars verlamt, blijkt het gepast te beschikken dat elke op de ontworpen wet gegronde aanvraag tot ontbinding, op verbeurte van niet-ontvankelijkheid, zou dienen ingediend te worden binnen de zes maand na de afkondiging van de wet (art. 5).

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

PROJET DE LOI

relatif à la résolution de certains contrats conclus avant la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment des causes de résolution prévues par la loi, le juge peut, à la demande de l'une des parties, prononcer la résolution des contrats ayant un caractère commercial, ne fût-ce que dans le chef d'une des parties, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui obligent à des prestations successives ou simplement différées, s'il est établi qu'en raison de la guerre, l'exécution de ces contrats, au temps convenu, entraîneraient pour les parties ou pour l'une d'elles, des

WETSONTWERP

betreffende de ontbinding van bepaalde vóór den oorlog afgesloten contracten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL ÉÉN.

Afgezien van de ontbindingsoorzaken voorzien bij de wet, mag de rechter, op eisch van eene van de partijen, de ontbinding uitspreken van contracten van commerciële aard, al ware zulks maar het geval voor een der partijen, contracten welke werden afgesloten vóór den 1^{en} Augustus 1914 en welke verplichten tot opeenvolgende of eenvoudig uitgestelde verstrekkingen, bijaldien er wordt vastgesteld dat de uitvoering van deze contracten op den bepaalden tijd, wegens de oorlog,

charges qui ne pouvaient normalement être prévues au moment de la conclusion du contrat. Cette résolution est prononcée, soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature du contrat, de l'exécution qui a pu en être faite et des conséquences de cette exécution pour chacune des parties.

ART. 2.

La demande de résolution ne peut être écartée par le seul motif qu'entre le 1^{er} août 1914 et la publication de la présente loi, les parties auraient, par une convention nouvelle, modifié les modalités des engagements contractés primitivement par elles ou par l'une d'elles.

ART. 5.

Aucune demande de résolution, fondée sur la disposition précédente, n'est reçue devant le tribunal compétent qu'après une tentative de conciliation à l'initiative du demandeur en résolution.

A cet effet, ce demandeur présente au tribunal une requête exposant sa demande : sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le juge de paix ou, si le tribunal compétent est le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce, le président de ce tribunal ou un juge délégué par lui, appelle les parties par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

lasten voor de of voor eene van de partijen zou medebrengen, welke normaal niet konden worden voorzien, toen het contract werd afgesloten. Deze ontbinding wordt, hetzij zuiver en eenvoudig, uitgesproken, hetzij op voorwaarden welke de rechter bepaalt, rekening houdende met den aard van het contract, met deszelfs mogelijk gedane uitvoering en met de gevolgen van deze uitvoering voor elke partij.

ART. 2.

De eisch tot ontbinding mag niet worden afgewezen, om de enkele reden dat tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en de afkondiging van onderhavige wet, de partijen, bij eene overeenkomst, de modaliteiten der door hen of door een hunner aanvankelijk afgesloten verbintenissen zouden hebben gewijzigd.

ART. 5.

Geen eisch tot ontbinding, gegrond op voorgaande schikking, wordt ontvangen vóór de bevoegde rechtbank dan na eene poging tot vergelijk, uitgaande van den persoon die de ontbinding aanvraagt.

De eischer dient te dien einde een verzoekschrift bij de rechtbank in, waarin hij zijnen eisch uiteenzet: na kennisneming van dit verzoekschrift en binnen de acht dagen volgende op de indiening ervan, roept de vrederechter of, indien de rechtbank van eersten aanleg of de handelsrechtbank de bevoegde rechtbank is, de voorzitter dezer rechtbank of een door dezen gemachtigde rechter de partijen op, bij eene waarschuwing op ongezegeld papier, verzonden onder ter poste aangeteekenden

La comparution des parties ne peut être fixée par le juge à une date postérieure de plus d'un mois au dépôt de la requête.

Devant ce magistrat, les parties comparaissent personnellement ou, en cas d'empêchement justifié, par un mandataire; elles peuvent être assistées par un avocat.

Il est dressé procès-verbal des résultats de cette tentative. Si un accord intervient, le procès-verbal ne constate les conditions de cet accord que sur la demande de l'une des parties; dans ce cas, l'expédition du procès-verbal est revêtue de la formule exécutoire.

La requête prévue à l'alinéa 2 ci-dessus produit les effets de la citation en justice. pour autant qu'à défaut de conciliation, l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant l'impossibilité de concilier les parties.

ART. 4.

La résolution des conventions conclues avec les ressortissants des pays ennemis peut être demandée par tous les Belges et nationaux des pays alliés, associés ou neutres.

La résolution peut être prononcée soit purement et simplement, soit à des conditions que le juge détermine en tenant compte de la nature

omslag, minstens vijftien dagen op voorhand.

De verschijning der partijen mag door de rechter niet later dan één maand na de indiening van het verzoekschrift worden vastgesteld.

De partijen verschijnen persoonlijk vóór dezen magistraat, of zoo zij om billijke reden belet zijn, door eenen gevolmachtigde; zij mogen door een advokaat worden bijgestaan

Er wordt een proces-verbaal van de uitslagen dezer poging opge maakt. Zoo het tot een vergelijk komt, geeft het proces-verbaal slechts op verzoek van een der partijen melding van de voorwaarden van dit vergelijk; in dit geval wordt de uitgifte van het proces-verbaal bekleed met het voorschrift van uitvoerbaarheid.

Het verzoekschrift voorzien bij bovenstaand alinea 2 brengt de uitwerkselen voor van de dagvaarding voor de rechtbank, in zoover de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank, bij gemis aan vergelijk, gegeven zij binnen de maand volgende op den datum van het proces-verbaal, dat de onmogelijkheid van de onderlinge bevrediging der partijen constateert.

ART. 4.

De ontbinding der overeenkomsten afgesloten met onderhoorigen uit vijandelijke landen mag worden aangevraagd door al de Belgen en burgers uit de geallieerde, verbonden of neutrale landen.

De ontbinding mag hetzij louter en eenvoudig uitgesproken worden hetzij op voorwaarden te bepalen door den rechter, waarbij deze re-

du contrat et de l'exécution qui a pu en être faite.

ART. 5.

Toute demande fondée sur la présente loi n'est recevable que pour autant qu'elle ait été formée dans les six mois de la publication de celle-ci.

ART. 6.

Lorsqu'une demande fondée sur la présente loi est portée devant le tribunal de première instance, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 7.

Si une convention visée par l'article 1 ci-dessus a été l'occasion d'une décision judiciaire définitive et condamnant à l'exécution de certaines prestations, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux prestations non encore effectuées.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1919.

kening houdt met den aard van het contract en met deszelfs gebeurlijk gedane uitvoering.

ART. 5.

Alle eisch gegrond op onderhavige wet is slechts dan ontvankelijk wanneer hij ingediend is binnen de zes maand, volgende op dezer afkondiging.

ART. 6.

Wanneer een op onderhavige wet gegronde eisch voor de rechtbank van eersten aanleg wordt gebracht, dan wordt hij onderzocht en beoordeeld als bij zaken van korte behandeling.

ART. 7.

Zoo eene bij bovenstaand artikel 1 bedoelde overeenkomst de aanleiding is geweest van een rechterlijk eindvonnis, waarbij verwezen wordt tot de uitvoering van zekere verstrekkingen, zijn de beschikkingen van onderhavige wet slechts op de nog niet gedane verstrekkingen toepasselijk.

Gegeven te Brussel, den 24^e April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR. .

